

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE
ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

**15 FEVRIER 2007. - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1977
déterminant la procédure d'inscription sur les listes d'additifs et de contaminants ainsi que
de modification des mêmes listes**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, notamment l'article 9, § 1^{er}, et l'article 10, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 9 février 1994;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1977 déterminant la procédure d'inscription sur les listes d'additifs et de contaminants ainsi que de modification des mêmes listes, notamment l'article 2 et l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 3 février 1987, 22 décembre 1998 et 20 juillet 2000; Considérant que les dispositions relatives aux rétributions ont été reprises dans l'arrêté royal du 14 janvier 2004 fixant les rétributions et cotisations dues au Fonds budgétaire des matières premières et des produits;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 mai 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 6 septembre 2006;

Vu l'avis n° 41.630/3 du Conseil d'Etat donné le 6 décembre 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1977 déterminant la procédure d'inscription sur les listes d'additifs et de contaminants ainsi que de modification des mêmes listes, les mots « le service d'Inspection des Denrées alimentaires du Ministère de la Santé publique et de la Famille » sont remplacés par les mots « la DG Animaux, Végétaux et Alimentation du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement ».

Art. 2. L'article 3 du même arrêté, modifié par les arrêtés des 3 février 1987, 22 décembre 1998 et 20 juillet 2000, est abrogé.

Art. 3. Notre Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

R. DEMOTTE

Publié le : 2007-03-15